

Réponses aux questions de la FNEEQ

Question 1 : En conséquence, est-ce que votre formation politique s'engage à abroger les lois qui portent atteinte aux droits et libertés, et à renoncer à en adopter de nouvelles ?

Réponse 1 : Le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) s'engage à abroger les lois qui portent atteinte aux droits et libertés et à s'opposer à tous projets de loi et lois liberticides. Nous nous opposons entre autres au projet de loi 1, *Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec*, puisque c'est le peuple, pas l'État et les partis cartellisés, qui devra écrire la constitution du Québec et qu'une telle constitution doit investir le peuple de la souveraineté – les pouvoirs décisionnels – et non pas dans une personne d'État grâce au système qui existe pour priver le peuple de son rôle direct dans la gouvernance.

Le PMLQ s'oppose farouchement à la Loi 14 *Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lockout*, puisqu'elle est totalement anti-ouvrière, à la Loi 13, *Loi visant à favoriser la sécurité et le sentiment de sécurité de la population et modifiant diverses dispositions*, à la Loi 9, *Loi sur le renforcement de la laïcité au Québec* ou encore la Loi 98, *Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du processus électoral*, pour ne nommer que celles-ci. Toutes ces lois font partie de la restructuration de l'État qui vise la privatisation où les personnes du secteur privé sont mises en charge de toutes nos affaires.

Question 2 : En conséquence, est-ce que votre formation politique s'engage à renoncer à imposer des mesures d'austérité dans le cadre d'un retour à l'équilibre budgétaire et à financer à la hauteur des besoins les services publics, dont l'éducation et l'enseignement supérieur ?

Réponse 2 : Nous appuyons toutes les luttes des professeurs, qu'ils soient au primaire, secondaire ou postsecondaire qui montrent ce qu'il faut faire, quels sont les besoins, les enseignants étant les mieux placés pour définir ce qu'il faut et ce dont les jeunes ont besoin pour poursuivre leurs études dans les meilleures conditions afin de servir un Québec digne, souverain, moderne et antiguerre.

Le PMLQ est contre les mesures d'austérité et contre la privatisation de l'éducation à tous les niveaux et lutte pour des investissements massifs en éducation, pour le financement des services dont le peuple a besoin pour son bien-être dans tous les

domaines, à la hauteur de ses besoins, dont ceux en éducation incluant l'enseignement supérieur. C'est le peuple qui devrait gérer son argent dans les coffres de l'État. Nous nous opposons à ce que l'argent du peuple soit utilisé et détourné dans des stratagèmes pour payer les riches, pour la destruction sociale et naturelle au service d'intérêts privés étroits que ce soit en éducation, en santé, dans les programmes sociaux et autres secteurs de l'économie, y inclus où nos pensions sont investies.

Le PMLQ s'oppose à la privatisation qui transforment les établissements postsecondaires en centres de recherche et de formation pour des intérêts privés et afin de servir la production d'armements, entre autres. Aujourd'hui les programmes sociaux sont détruits, en éducation, en santé et ailleurs alors que la richesse sociale créée par les travailleurs est détournée pour fournir de la main-d'œuvre et des fonds d'investissement pour les intérêts privés. Ceci est possible grâce à un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon à ce que le peuple puisse prendre les décisions sur les affaires qui les concernent, pas des partis politiques sur lesquels il n'exerce aucun contrôle.

Le PMLQ travaille au renouvellement du processus politique, pour le transformer en faveur de l'empouvoirement du peuple, au lieu d'appuyer un système qui réduit tout le monde à des électeurs qui ont la permission de voter à tous les 4 ans ou à des « tiers » qui doivent se limiter à parler uniquement de ce que le gouvernement et son État leur permettent. C'est honteux, antidémocratique même s'ils prétendent que la démocratie est représentative.

Dans le domaine de l'éducation, les enseignants sont les mieux placés pour définir ce que doit faire un gouvernement en éducation, comme le personnel infirmier est le mieux placé pour définir ce qui doit être fait en santé, etc. Ainsi c'est au peuple à définir le mandat du gouvernement, pas aux partis et aux intérêts privés qui ont leur droit de parole illimité et ne sont pas contraints au statut de « tiers ». Les élus de nos jours représentent qui ? Il n'y a même pas de mécanisme pour les rendre redevables ou pour que leurs partis rendent des comptes qui soient rationnels, au lieu de la répétition de discours écrits par des compagnies qui font leur marketing.

Il faut changer cette situation où c'est le gouvernement aux mains des intérêts des riches qui impose son diktat avec impunité, avec ses lois, ses bâillons et décrets après avoir déclaré qu'il a le mandat. Seule la résistance du peuple nous protège et

le PMLQ fait appel au peuple de participer sans relâche dans le mouvement de résistance.

Question 3 : En conséquence, est-ce que votre formation politique s'engage à investir massivement dans les infrastructures des cégeps et universités afin d'avoir des établissements en bon état, sécuritaires et accueillants pour une population étudiante croissante ?

Réponse 3 : Oui, le PMLQ lutte pour des investissements dans les infrastructures des écoles primaire et secondaires, cégeps et universités, ainsi qu'au niveau de la petite enfance, afin qu'elles soient les plus modernes, sécuritaires et accueillantes de façon à mettre le facteur humain au premier plan. Nous disons que les conditions de travail des professeurs sont les conditions d'enseignement dont les étudiants ont besoin.